



Concertation des Collectifs des Associations
Féminines de la Région des Grands-Lacs

COCAFEM / GL

Rapport de la quatrième conférence régionale sur les enjeux relatifs à la mise en œuvre de la Déclaration de Kampala sur les VSBG et de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Hôtel Ihusi, 22 – 23 février 2017

Goma, Nord – Kivu en République Démocratique du Congo



Affaires mondiales
Canada

Global Affairs
Canada



I. Contexte et justification

Depuis sa création en 2011, la COCAFEM/GL travaille entre autres sur les Violences Sexuelles et Basées sur le Genre (VSBG) dans la région des Grands Lacs. A cette fin, la COCAFEM/GL mène un travail de mobilisation des parties prenantes ; y compris les gouvernements, organisations internationales ainsi que les communautés locales et la société civile pour une lutte efficace contre les violences sexuelles et basées sur le genre. C'est dans ce cadre qu'elle a organisé en mars 2016, dans la ville de Kinshasa en R.D Congo, la 3^{ème} conférence régionale sur la problématique de la domestication et de la mise en œuvre de la Déclaration de Kampala sur les VSBG et la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

La présente conférence régionale, qui est la 4^{ème}, se veut une évaluation de l'état de mise en œuvre de la feuille de route de la 3^{ème} Conférence Régionale et une opportunité de réflexion sur les voies et moyens de complément de l'œuvre commencée en Mars 2016.

Au terme des assises de la 4^{ème} Conférence les participants ont adopté une feuille de route de suivi de la mise en œuvre des instruments juridiques ci-haut cités.

II. De l'agenda

La conférence s'est tenue du 22 au 23 février 2017, soit deux jours.

Le premier jour a été consacré à la cérémonie d'ouverture et à l'organisation des 5 panels.

Le deuxième a connu le 6^{ème} panel suivi des travaux en groupes, restitutions et débats subséquents ainsi que la cérémonie de clôture.

A part la cérémonie d'ouverture qui a connu des mots de circonstance et d'ouverture par le Maire de la Ville de Goma souhaitant la bienvenue aux participants, le premier jour a été consacré aux panels marqués par des exposés - faits par divers facilitateurs – ainsi que des échanges entre les facilitateurs et les participants.

III. Des participants

La conférence a connu la participation de plus de 100 personnes issues des couches suivantes :

- Les officiels représentant le Burundi, la R.D Congo, le Rwanda et l'Ouganda,
- Les organisations intergouvernementales régionale et continentale (CIRGL : Secrétariat Exécutif, Centre Régional de Formation et Forum Régional des Femmes / Union Africaine : le Bureau de l'Envoyée spéciale Femme, Paix et Sécurité et le Bureau de liaison Grands Lacs).
- Les agences et missions des Nations Unies (PNUD, ONU Femmes, MONUSCO) ;
- Les Organisations internationales (CARE INTERNATIONAL R.D Congo, Burundi, Rwanda et Régional, PLAN INTERNATIONAL Bureau de liaison Union Africaine, CECI et la Coopération Suisse) ;
- Les membres de la société civile œuvrant dans 8 pays membres de la CIRGL à savoir le Burundi, le Kenya, l'Ouganda, la R.D Congo, la République Centre Africaine, le Rwanda, le Sud-Soudan et la Tanzanie.

IV. Du déroulement de la 4^{ème} Conférence Régionale

A. Du premier jour

Hormis la cérémonie d'ouverture, la première journée a été consacrée à 5 panels.

1. De la cérémonie d'ouverture

La cérémonie d'ouverture a connu les allocutions prononcées successivement par le Maire de la ville de Goma, la Présidente de la COCAFEM/GL, la Directrice du programme Genre et enfant de la CIRGL, le Directeur de Cabinet de la Ministre du Genre, Enfant et Famille de la R.D Congo et le Gouverneur de Province du Nord-Kivu.

Dans leurs allocutions les intervenants susmentionnés ont reconnu la réalité et la gravité du fléau des violences sexuelles et basées sur le genre tout en appelant à une synergie entre parties prenantes aux niveaux local, national, régional et universel en vue d'une prévention et une réponse appropriées aux VSBG. Ils ont par ailleurs encouragé la COCAFEM/GL à intensifier ses efforts de mobilisation des dirigeants et communautés contre les VSBG dans la région.

2. Des panels de discussion

Chaque panel s'articulait autour de 3 axes à savoir les réalisations, les défis et les stratégies et actions à mener. Ci-dessous le condensé des panels.

PANEL 1 : PRÉSENTATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA FEUILLE DE ROUTE RÉGIONALE ISSUE DE LA TROISIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE SUR LA DÉCLARATION DE KAMPALA DE KAMPALA SUR LES VIOLENCES SEXUELLES ET BASÉES SUR LE GENRE ET LA RÉOLUTION 1325 DU CONSEIL DE SÉCURITÉ DES NATIONS UNIES, par la COCAFEM/GL

On retiendra d'une part que la COCAFEM/GL et autres organisations ont fait des notables réalisations dans la mise en œuvre de la feuille de route régionale issue de la 3^{ème} Conférence Régionale n'ont pas pu cependant réaliser les enjeux dont les paramètres leur échappent car relevant de la compétence discrétionnaire des Etats membres de la CIRGL qui sont : la persistance et la réapparition des groupes armés respectivement en R.D Congo et au Burundi ; la mise en œuvre non effective du protocole portant sur la coopération judiciaire entre les Etats membres de la CIRGL ; et la non matérialisation de la décision de la mise en place du fonds pour la reconstruction et le développement dont une partie serait destinée à assister les victimes des VSBG. D'autre part, force est de noter des réalisations satisfaisantes dans la mise en œuvre de la feuille de route de la 3^{ème} Conférence régionale en dehors de son rayon d'action habituel de la COCAFEM/GL. Le Sud Soudan et de la RCA en sont des exemples éloquentes.

PANEL 2 : MÉCANISMES D'ALERTE PRÉVENTIF HARMONISÉ ET SYSTÉMATIQUE DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES ET BASÉES SUR LE GENRE, MÉCANISMES DE RÉINTÉGRATION COMMUNAUTAIRE DES VICTIMES DE VSBG ET BASE DES DONNÉES NATIONALES SUR LES VSBG, par Ministères Genre Burundi, RD Congo et Rwanda, AKINAMAMA WA AFRICA et Isis WICCE.

Les panélistes ont partagé l'expérience du Rwanda, de la R.D Congo, du Burundi, et de l'Ouganda.

S'agissant du mécanisme d'alerte, il a été noté que le Burundi, la R.D Congo et le Rwanda disposent des mécanismes d'alerte précoce avec des moyens variés : la R.D Congo a mis en place un numéro vert, le Burundi agit par le truchement des réseaux communautaires allant jusqu'à la colline au Burundi alors que le Rwanda dispose des mécanismes d'alertes préventives communautaires comme Amis de la famille, Evening parents, community policing, œil de ton voisin ... et « *one-stop centers* » pour la prise en charge holistique.

Quant à la base de données, il a été remarqué les pays représentés disposent, toutes proportions gardées, des bases des données sur les VSBG.

Les échanges ont porté sur :

- La nécessité d'une harmonisation des bases des données VSBG existant au niveau de chaque pays
- la possibilité de synchroniser la prévention et réponse aux violences sexuelles et basées sur le genre au sein du *one-stop center system*,
- la prise en compte des réfugiés et déplacés internes comme bénéficiaires des mécanismes susmentionnés,
- Le vœu de voir les « *success stories* » faire l'objet des partages entre les parties prenantes à travers la sous-région.
- En partenariat avec Plan International et d'autres partenaires de produire un document (hab) d'informations et de documentation pour pouvoir servir de partage d'expériences, de leçons apprises, de bonnes pratiques et des histoires à succès sur la thématique des VSBG à travers les différents pays de la région.

PANEL 3 : EDUCATION POPULAIRE DANS LA LUTTE CONTRE LES VSBG AVEC L'APPROCHE DE MASCULINITE POSITIVE / CONSTRUCTIVE EN TOUCHANT LES PESANTEURS CULTURELS, par CARE International, RWAMREC et CHOVIPE.

Les facilitateurs ont esquissé les stéréotypes autour de la masculinité et ont ensuite démontré que la violence masculine n'est pas innée mais plutôt apprise au cours du développement de la personnalité de l'être humain et que par conséquent elle peut être transformée en masculinité positive et/ou constructive (sans violence).

Les facilitateurs ont mis l'accent sur la nécessité d'impliquer l'homme dans la lutte en faveur du respect de la dignité et de l'autonomisation de la femme. Les panélistes ont fourni à l'audience des expériences d'éducation populaire concrets ayant débouché à des changements positifs dans les chefs des hommes qui ont renoncé à la violence et autres comportements suicidaires et qui par le temps qui court témoignent sur leur transformation.

La grande leçon apprise est que la lutte contre les VSBG n'est pas une guerre de la femme contre l'homme mais plutôt une guerre conjointe de l'homme et de la femme « *genrés* » contre les comportements destructifs.

A la fin des échanges, les participants ont souligné certains défis majeurs qui persistent, notamment la résistance des hommes au processus de changement de comportement vis-à-vis des questions de VSBG, la conception de la masculinité encore abstraite pose problème et la persistance des pesanteurs culturelles, des préjugés sur les femmes et les filles.

PANEL 4 : ACCÈS À LA JUSTICE DES FEMMES VICTIMES DES VSBG RN TERMES DE : PROCÉDURE PÉNALE, ADMINISTRATION ET PROTECTION DE LA PREUVE, DOCUMENTATION ET INVESTIGATIONS, TARIFS LÉGAUX DES FRAIS DE CONSIGNATION ET DE JUSTICE, par le Ministère de la Justice Burundi; le *Projet Lutte contre l'impunité Tupinge Ubakaji /R.D Congo*, le *Centre Régional de Formation sur les VSBG/CIRGL* et le *LEGAL AID FORUM of RWANDA*.

Les panélistes ont partagé l'expérience de la R.D Congo, du Rwanda et du Burundi.

Il a été remarqué que les Etats susdits, le cadre légal a subi et continuera à subir des modifications en vue de pourvoir aux besoins en termes de justice en faveur des victimes des VSBG : facilités en termes de gratuité de services, protection des victimes et témoins, des éléments de preuve et la lenteur dans la procédure d'investigation ainsi que dans le procès.

Il ressort des communications que des efforts sont fournis pour le cas du Burundi, une mise en place des chambres spécialisées au sein des tribunaux ; tous les 3 pays ont des structures spécialisées dans les questions de VSBG au niveau du Ministère de la justice, du parquet et de la police, ainsi que la priorisation des cas des VSBG en R.D Congo et au Rwanda au sein des juridictions existantes.

La chaîne d'accès à la justice passe des unités et services spécialisées au sein de la police, les parquets et ainsi que les cours et tribunaux.

Le besoin des campagnes d'éducation populaire sur la protection des éléments de preuve, la dénonciation et le rapportage des cas de VSBG s'est fait sentir dans les 3 pays en ceci que les failles dans l'administration de la preuve constituent l'un des facteurs majeurs de déficit d'accès à la justice des victimes des VSBG.

PANEL 5 : L'INTÉGRATION DES DIMENSIONS GENRES ET LUTTE CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES DANS LA PLANIFICATION ET BUDGÉTISATION NATIONALES, par Ministère des Finances, du budget et de la privatisation du Burundi, Ministère des finances et de la planification économique de l'Ouganda, Ministère du Plan de la R.D Congo et *Pro Femmes Twese Hamwe du Rwanda*.

Il est ressorti des communications des intervenants que malgré les multiples activités de sensibilisation, le concept de genre est mal compris, soit tout simplement confondu avec les intérêts égoïstes des femmes. L'aversion au concept genre hante à la fois les autorités et les membres des communautés ; y compris certaines femmes.

La difficulté susmentionnée est de fois facteur de budgets et autres planifications faisant fi de la dimension genre.

Il a été par ailleurs remarqué que les gouvernements du Burundi, de l'Ouganda, de la R.D Congo et du Rwanda enregistrent des avancées en matière de planification sensible au genre. L'expérience du Partenariat entre le collectif Pro Femmes Twese et le gouvernement du Rwanda dans la budgétisation sensible au genre a cependant ressorti la nécessité de renforcer les capacités des cadres des Ministères sectoriels et institutions ainsi que la Société civile sur la planification et la budgétisation sensible au genre.

Les participants se sont en outre accordés sur la nécessité de vulgarisation à grande échelle du concept genre auprès des décideurs politiques, les partis politiques, des entreprises privées et des communautés locales.

Commencée autour de 09 heures, la première journée de travail a tiré sa révérence vers 19 heures.

B. Du second jour

Suite aux échanges fructueux et les sujets débattus qui ont intéressé les participants, le 6^{ème} panel a été programmé au jour suivant. A cet effet, mis à part la récapitulation des activités de la première journée, le deuxième jour a connu l'organisation effective du Panel 6, suivi des travaux en groupes et débats subséquents, l'adoption du communiqué final et la feuille de route issue de la 4^{ème} Conférence, avant la cérémonie de clôture.

PANEL 6: MECANISMES REGIONAUX VISANT A PROMOUVOIR LES FEMMES DANS LA GOUVERNANCE POLITIQUE ET AUX PROCESSUS DE MEDIATION, NEGOCIATION, GESTION ET RESOLUTIONS DES CONFLITS ET CONSOLIDATION DE LA PAIX AU NIVEAU REGIONAL, par Union Africaine (*Bureau de l'Envoyé Spécial Femme, Paix et Sécurité*), UA/Grands Lacs, Secrétariat Exécutif de la CIRGL, Forum Régional des Femmes de la CIRGL et Akina Mama Wa Afrika de la Société Civile.

Au cours des différentes présentations, les panelistes ont relevé certains défis dont l'absence de contributions au Fonds Spécial de Reconstruction et de Développement (FSRD); les ressources humaines insuffisantes; la synergie entre le Système des Nations Unies, l'Union Africaine, les Communautés Economiques Régionales et les Mécanismes Régionaux et la CIRGL.

Ensuite, il a été relevé le manque d'un système de capitalisation de leçons apprises et des statistiques visant à promouvoir le rapportage et la redévisibilité; le lien limité entre les Plans d'Action Régionaux et les Plans d'Action Nationaux; le lien limité entre les femmes de la base et celles du National et Régional afin de porter les voix, le besoins et les priorités de ces premières; et la fossé entre les engagements en vertu de la ratification des textes et la réalité de la vie des femmes ainsi que la participation limitée des femmes dans les équipes de médiation.

Subsidiairement à ces enjeux certaines actions ont été définies à l'instar du développement de modules de formation et de sensibilisation sur la promotion de la participation des femmes aux processus politiques, électoraux et à la consolidation de la paix dans la Région des Grands Lacs.

Il a été recommandé l'échange d'expérience des ministres du genre sur la promotion de la participation des femmes aux processus politiques, électoraux et à la consolidation de la paix dans la Région des Grands Lacs; le développement d'un cadre logique des résultats de suivi de la mise en œuvre des différents instruments adoptés au niveau régional et continental.

En outre, un plaidoyer permanent a été recommandé pour l'effectivité de la domestication des engagements en vertu de la ratification des textes et la réalité de la vie des femmes; développer le travail en synergie au niveau national et régional sur les thèmes spécifiques tels que la participation des femmes; et mener des actions de réseautage, mentorship et de renforcement des capacités des femmes en leadership, médiation, négociation, gestion et résolutions des conflits et consolidation de la paix au niveau régional

Les points saillants des échanges ont été les suivants :

- La nécessité pour d'autres pays de s'inspirer du Rwanda en rapport avec le succès dans la représentativité des femmes au sein des instances de prise de décisions ;
- Le forum régional des femmes est à soutenir afin de travailler en synergie comme la COCAFEM afin d'atteindre ses objectifs dans les pays membres ;

- La nécessité de renforcer le partenariat entre la COCAFEM/GL et la CIRGL ;
- Le besoin de renforcements des capacités des partenaires de terrain par la COCAFEM/GL ;
- L'urgence d'organisation par la CIRGL des missions de solidarité aux femmes et enfants dans les pays en conflits.

V. Résultats de la conférence

La 4^{ème} Conférence Régionale sur les enjeux relatifs à la mise en œuvre de la Déclaration de Kampala sur les VSBG et de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, a abouti aux résultats ci – après:

- L'état de la mise en œuvre de la feuille de route régionale ressortie de la 3^{ème} Conférence régionale est partagé.
- Des propositions concrètes et réalisables sur les sept problèmes/enjeux pertinents qui persistent dans la mise en œuvre de la Déclaration de Kampala sur les VSBG et de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies sont adoptées.
- Un communiqué final et une feuille de route axée sur les propositions formulées pendant les travaux de la 4^{ème} conférence régionale sont adoptés par les participants.
- De par son expérience et la similarité de ses enjeux, la COCAFEM/GL est capable de présenter son savoir-faire au-delà de la zone opérationnelle actuelle en ceci que le fléau contre lequel elle lutte à savoir les VSBG font de nombreuses victimes dans beaucoup d'autres pays ;
- Les violences ont été apprises et qu'une synergie d'efforts couplée à une éducation populaire peut provoquer leur éradication graduelle.

RECOMMANDATIONS :

I. Par rapport à la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies

- 1) *Aux Etats membres de la CIRGL et aux autres organisations interétatiques de la région* de mettre en place des mécanismes visant à promouvoir la participation des femmes dans la gouvernance politique, la prévention, la gestion et la résolution des conflits ; aux processus de médiation et de paix ;
- 2) *Aux structures non étatiques de la société civile nationales et régionales* de mettre en place un cadre de concertation permanent entre les femmes politiques, entrepreneures et celles de la société civile pour fédérer leurs efforts en vue d'établir des mécanismes susceptibles de promouvoir leur implication dans les processus régionaux et internationaux de prévention, gestion et résolution des conflits, de médiation, négociation et de paix;
- 3) *Aux partis politiques* d'intégrer le genre dans leurs documents de politique et de positionner les femmes dans les postes de prise de décision au sein desdits partis.

II. Par rapport à la Déclaration de Kampala sur les VSBG

A. *Dans le domaine de la Prévention des VSBG*

- 4) *A tous les acteurs concernés par la thématique VSBG*, de poursuivre leurs efforts de sensibilisation pour le changement de comportement afin d'éradiquer les attitudes et pratiques culturelles négatives qui sont l'une des causes majeures des VSBG;
- 5) *Aux Etats membres de la CIRGL de :*
 - ✓ Intégrer dans les curricula d'éducation à tous les niveaux, les dimensions genre, masculinité positive et/ou constructive et lutte contre les VSBG;
 - ✓ Intégrer le genre et les VSBG dans la planification tant au niveau central qu'au niveau décentralisé et leur allouer un budget conséquent comme une thématique indépendante.
- 6) *Aux Etats membres de la CIRGL et aux Partenaires techniques et financiers*, d'appuyer les organisations de la société civile dans la vulgarisation des instruments juridiques relatifs à la lutte contre les VSBG.

B. Dans le domaine de la lutte contre l'impunité

- 7) *A la République Démocratique du Congo* de lancer le plus rapidement possible la campagne « Tolérance Zéro » contre les VSBG attendue depuis 2012 ;
- 8) *Aux Etats membres de la CIRGL* de :
 - ✓ Renforcer dans les meilleurs délais les capacités des prestataires de services dans les domaines judiciaire, médical, psychosocial et réintégration communautaire;
 - ✓ Accélérer la mise en place des laboratoires médico-légaux bien équipés et de faciliter en particulier le test ADN, en vue des preuves scientifiques irréfutables en cas de VSBG.

C. Dans le domaine de l'assistance aux victimes/rescapés des VSBG

- 9) *Aux Etats membres de la CIRGL* de :
 - ✓ Prendre toutes les mesures nécessaires pour rendre effective la résolution 11 de la Déclaration de Kampala sur les VSBG portant sur la gratuité des services offerts aux victimes des VSBG (médicaux, psychosociaux, médico-légaux d'assistance juridique et judiciaire complets) ;
 - ✓ Honorer leurs engagements en alimentant effectivement le fonds spécial de reconstruction et de développement de la CIRGL afin de faciliter l'accès des femmes à faibles revenus aux crédits ainsi qu'aux victimes/rescapés des VSBG d'accéder à une compensation adéquate ;
- 10) *Aux partenaires techniques et financiers* d'apporter leur appui technique et financier aux Etats membres de la CIRGL en vue d'une assistance holistique aux victimes/rescapés des VSBG.

III. Dispositions finales

Autres recommandations

- 11) *Au Secrétariat Exécutif de la CIRGL et la COCAFEM/GL* d'organiser une réunion de haut niveau avec les Ministres ayant en charge les questions Genre et Justice pour évaluer l'effectivité de la mise en œuvre de la Déclaration de Kampala sur les VSBG, six ans après son adoption ;
- 12) *Au Secrétariat Exécutif de la CIRGL* d'organiser une mission de plaidoyer et de solidarité envers les femmes et aux enfants au Soudan du Sud ;
- 13) *A la COCAFEM/GL*
 - ✓ D'organiser, avec l'appui des partenaires techniques et financiers, une rencontre régionale de partage d'information et de dissémination des conclusions/résultats (outcomes) de la 4^{ème} Conférence Régionale regroupant les représentants des gouvernements, des organisations intergouvernementales régionales et continentales, des organisations internationales et celles de la société civile ainsi que les partenaires techniques et financiers ;
 - ✓ De produire, en partenariat avec le bureau de liaison Plan International à l'Union Africaine et d'autres partenaires, un document (hab) d'informations pouvant servir pour le partage d'expériences, des leçons apprises, de bonnes pratiques et des histoires à succès sur la thématique des VSBG à travers les différents pays de la région;
 - ✓ D'organiser en collaboration avec le *Secrétariat Exécutif de la CIRGL avec l'appui des partenaires techniques et financiers* une rencontre régionale d'apprentissage et de partage d'expérience sur l'accès à la justice des victimes des VSBG dans les contextes judiciaires respectifs avec les professionnels de la justice.
- 14) *Aux partenaires techniques et financiers* d'appuyer techniquement et financièrement la mise en œuvre du Plan d'Action Régional du Forum Régional des Femmes de la CIRGL et ceux d'autres organisations régionales des femmes ainsi que la collaboration et le travail en synergie au niveau national et régional ;
- 15) *A la CIRGL et à l'Union Africaine* de renforcer le pool des femmes médiatrices et leur positionnement aux processus de médiation ;

Remerciements

Les participants remercient la COCAFEM/GL pour l'organisation de cette quatrième Conférence Régionale ; le Gouvernement du Canada à travers son Ministère des Affaires Mondiales, CECI et CARE International au Burundi, R.D Congo, Rwanda et Région pour leur appui technique et leur contribution financière, ainsi que le Gouvernement de la R.D Congo à travers son Ministère national du Genre, Enfant et Famille et le Gouvernement de la Province du Nord Kivu pour leur hospitalité.



Les cérémonies de clôture de la 4^{ème} Conférence Régionale ont été marquées par différentes allocutions. Le discours de son Excellence Monsieur Martin NIVYABANDI Ministre des Droits de la Personne Humaine, des Affaires Sociales et du Genre du Burundi a clos les travaux de la 4^{ème} Conférence Régionale sur « la mise en œuvre de la feuille de route régionale issue de la 3^{ème} Conférence Régionale sur la Déclaration de Kampala sur les Violences Sexuelles et Basées sur le Genre et de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies ».

Ce dernier a souligné le fait que les engagements issus de cette 4^{ème} Conférence devraient intégrer le cadre de la mise en œuvre des politiques et stratégies des Ministères sectoriels des pays représentés à cette conférence et a pour ce faire recommandé aux délégations présentes de s'approprier de la feuille de route de la 4^{ème} Conférence afin qu'à la prochaine conférence un pas de géant soit réalisé dans sa mise en œuvre.

Commencés à 8h00, les travaux du deuxième et dernier jour se sont clôturés à 17h11. Un buffet a été offert aux participants et autres invités à l'Hôtel ISHUSI à l'occasion de la célébration du 16^{ème} anniversaire de la COCAFEM/GL. La soirée a été agrémentée par le groupe culturel du Barza intercommunautaire du Nord – Kivu.

ANNEXES

Programme, Liste des participants & Différentes allocutions

ANNEXE 1 : PROGRAMME DE CONFÉRENCE RÉGIONALE À GOMA / RDC DU 22 AU 23 FÉVRIER 2017

N°	PANEL	THEME	PANELISTE / RESPONSABLE	HEURE
JOUR UN : 22 FEVRIER 2017				
1.	1^{ère} Session : Ouverture Officielle			
	ENREGISTREMENT DES PARTICIPANTS		Secrétariat de la Conférence	8h00-9h00
	OUVERTURE OFFICIELLE	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Hymne national ➤ Présentation des délégations ➤ Présentation du Programme et Objectifs de la conférence ➤ Mot de la Mairie de la Ville de Goma ➤ Mot de la COCAFEM/GL ➤ Mot de la CIRGL ➤ Mot du Ministère du Genre, Enfant et Famille de la RDC ➤ Mot de l'invité d'honneur /ouverture officielle de la Conférence ➤ Photo de Famille 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Modérateur ➤ Maire de la Ville de Goma ➤ Présidente de la COCAFEM/GL ➤ Représentante du Secrétaire Exécutif CIRGL ➤ Mot du Directeur de Cabinet de la Ministre du Genre, Enfant et Famille de la RDC ➤ Gouverneur du Nord-Kivu/ RDC ➤ Logistique 	9h00-10h00
2.	PAUSE CAFE		Hôtel	10h00-10h30
3.	Panel 1	Présentation de la mise en œuvre de la feuille de route régionale découlant de la 3 ^{ème} Conférence Régionale sur la Déclaration de Kampala sur les VSBG et la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies - <i>Echanges sur la présentation</i>	COCAFEM/GL	10h30-11h30
4.	Panel 2 :	Mécanisme d'alerte préventif communautaire harmonisé et systématique de lutte contre les VSBG, Mécanismes de réintégration communautaire des victimes des VSBG et Base des données nationale sur les VSBG : <i>Réalisations, Défis, Stratégies et Actions à mener par rapport aux défis</i> - <i>Echanges sur la présentation</i>	Panel composé de : - Ministères Genre Burundi, RD Congo et Rwanda - Isis WICCE	11h30-12h30
5.	Panel 3:	Education populaire dans la lutte contre les VSBG avec l'approche de masculinité positive/constructive en touchant sur les pesanteurs culturelles : <i>Réalisations, Défis, Stratégies et Actions à mener par rapport aux défis</i> - <i>Echanges sur la présentation</i>	Panel composé de : - CARE International - RWAMREC - CHOVIFE	12h30-14h00

N°	PANEL	THEME	PANELISTE / RESPONSABLE	HEURE
JOUR UN : 22 FEVRIER 2017				
6.	PAUSE-DEJEUNER		Hôtel	14h00-15h00
7.	Panel 4:	Accès à la justice des femmes victimes des VSBG en termes de : <i>Procédure pénale, administration et protection de la preuve, documentation et investigation, tarifs légaux des frais de consignation et de justice</i> : <i>Réalisations, Défis, Stratégies et Actions à mener par rapport aux défis</i> - <i>Echanges sur la présentation</i>	Panel composé de : - Ministères de la Justice Burundi; - Projet Lutte contre l'impunité Tupinge Ubakaji /RDC - Le Centre Régional de Formation sur les VSBG/CIRGL - Legal Aid Forum Rwanda	15h00-17h20
8.	Panel 5:	Intégration des dimensions genre et lutte contre les VBG dans la planification et budgétisation nationales : <i>Réalisations, Défis, Stratégies et Actions à mener par rapport aux défis</i> <i>Echanges sur la présentation</i>	Panel composé de : - Ministère des finances et de la planification économique du Burundi, - Ministère des finances Ouganda - Ministère du Plan en RD Congo - Pro femmes Twese Hamwe	17h20-18h45
9.		Clôture de la journée	Modérateur	18h45

JOUR DEUX : 23 FEVRIER 2017

N°	ACTIVITE	PANELISTE / RESPONSABLE	HEURE
1.	<ul style="list-style-type: none"> - Récapitulation des résultats de la 1^{ère} journée - Présentation du programme de la journée 	Modérateur	8h30-9h00
2.	Panel 6:	<p>Mécanismes régionaux visant à promouvoir les femmes dans la gouvernance politique et aux processus de médiation, négociation, gestion et résolutions des conflits et consolidation de la paix au niveau régional</p> <p><i>: Réalisations, Défis, Stratégies et Actions à mener par rapport aux défis</i></p> <p>- <i>Echanges sur la présentation</i></p> <p>Panel composé de : Union Africaine (<i>Bureau de l'Envoyé Spécial Femme, Paix et Sécurité</i>), UA/Grands Lacs, CIRGL, Forum Régional des Femmes, AkinaMama</p>	9h00-10h00
3.	Sous-groupe de travail :	<p>5 groupes mixtes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Mécanisme d'alerte préventif communautaire harmonisé et systématique de lutte contre les VSBG, Mécanismes de réintégration et base des données nationale sur les VSBG communautaire des victimes des VSBG 2. Intégration dans la planification nationale des dimensions genre et lutte contre les VBG 3. Accès à la justice 4. Education populaire dans la lutte contre les VSBG avec l'approche de masculinité positive/constructive en touchant sur les pesanteurs culturelles 5. Mécanismes visant à promouvoir les femmes dans la gouvernance politique et aux processus de médiation, négociation, gestion et résolutions des conflits et consolidation de la paix au niveau régional 	10h00-10h45
4.	PAUSE CAFE	Hôtel	10h45-11h15
5.	Sous-groupe de travail :	5 groupes mixtes	11h15-13h00
6.	Session en Plénière : Présentation des résultats des groupes et Adoption des résultats	5 Rapporteurs des groupes	13h00-14h00
7.	PAUSE DEJEUNER	Hôtel	14h00-15h00
8.	Cérémonie de clôture de la conférence	<ul style="list-style-type: none"> • Adoption de la feuille de route régionale de la 4^{ème} conférence régionale • Adoption du communiqué Final • Hymne National • Allocutions de clôture <ul style="list-style-type: none"> - Mot de la Présidente de la COCAFEM/GL - Mot du Coordonnateur Afrique du CECI - Mot de la Vice Présidente du Forum Régional des Femmes - Mot de la Représentante du Ministère en charge du Genre du Rwanda - Mot de la Représentante du Secrétaire Exécutif de la CIRGL - Mot de la Représentante du Bureau de l'Envoyé Spécial Femme, Paix et Sécurité /Union Africaine - Mot du Gouverneur de la Province Nord-Kivu/ RDC - Mot de l'invité d'honneur pour la clôture de la 4^{ème} Conférence par le Ministre des Droits de la Personne Humaine, des Affaires sociales et du Genre du Burundi 	15h00-16h30
9.	Fin		16h30

ANNEXE 2 : LISTE DE PARTICIPANTS A LA 4^{ème} CONFERENCE REGIONALE SUR LES ENJEUX RELATIFS A LA MISE EN ŒUVRE DE LA DECLARATION DE KAMPALA SUR LES VSBG ET DE LA RESOLUTION 1325 DU CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES TENUE DU 22 AU 23 FEVRIER 2017 A GOMA, R.D CONGO

N°	PRENOM ET NOM	PROVENANCE	ORGANISATION/STRUCTURE	E-MAIL /TELEPHONE
1.	Abdoulaye BALDE	R.D Congo	PNUD	+243 819092880
2.	Aggée SHYAKA MUGABE	Rwanda	Consultant	amshyaka@gmail.com
3.	Alice Emilie NTAMATUNGIRO	Burundi	Ministère de la Justice	Aliceemilie2012@yahoo.fr
4.	Aline MUREKATETE	Rwanda	AJPRODHO	alineatete@gmail.com
5.	Altiné TRAORE	Burundi	Union Africaine/ Bureau de liaison Grands Lacs	TraoreA@Africa-union.org
6.	Amb. Eliane Berthe MOKODOPO	Burundi	CIRGL	ebmokodopo@gmail.com
7.	Amb. Gaspard KABURA	Burundi	Mécanisme National de Coordination/CIRGL	+257 79930256
8.	Ancilla MUJAWAMARIYA	Rwanda	COCAFEM/GL	mancillacocafem@gmail.com
9.	Angélique DUSENGE	Rwanda	PRO-FEMMES TWESE HAMWE	puderizi@gmail.com
10.	Angélique KASAERA	R.D Congo	MMF/Nord Kivu	mmfnorkivu@gmail.com
11.	Ann Marie MAVENJINA	Tanzanie	Tanzania Gender Networking Programme (TGNP)	am.nkelame@gmail.com
12.	Antoinette NAMWEZI	R.D Congo	CECI	namwezipendo@yahoo.fr
13.	Augustin BAMBEDI MUKSHI	R.D Congo	Ministère du Plan	augubambedi@yahoo.fr
14.	Béatrice UZELE	R.D Congo	UFCOD	ufcodkis@gmail.com
15.	Betty ATIENO ACHIENG	Kenya	Federation of Women Lawyers (FIDA-Kenya)	achiengbaa@gmail.com / info@fidakenya.org
16.	Bibyshe MUNDJO	R.D Congo	COFAS	arsfemme@yahoo.fr
17.	Bob MUNENE BONABO	Ouganda	Ministère des Finances	+256 773415722
18.	Bonaventure WAKANA	Canada	CECI	bonaventurew@ceci.ca
19.	Christiane UMUHIRE	Rwanda	Ministère du Genre et de la Promotion Familiale (MIGEPROF)	umuhire@mueprof.gov.rw
20.	Claude KABUTWARE	Rwanda	COCAFEM/GL	kabuclaude@yahoo.com
21.	Clément MANIRABARUSHA	Burundi	Presse	manirabarusha@gmail.com
22.	Colonel Théophilia SHAANIKA	Ethiopie	Bureau de l'Envoyée Spéciale Femmes Paix et Sécurité/CUA	shaanikat@africa-union.org
23.	Delly MAWAZO	R.D Congo	Secrétariat 4 ^{ème} Conférence	mawazosese@gmail.com
24.	Désiré MUHIRE	Rwanda	Presse/ Newtimes	+250 783342550
25.	Emmanuella NZOYIHAYA	Burundi	RFP	nzoyihanyaemmanuella@gmail.com
26.	Ephrem ZIHALIRWA	R.D Congo	E.S.F.	Ephrem.esf@gmail.com
27.	Etienne KAMBALE	R.D Congo	Bureau de Coordination Société Civile/Nord Kivu	Etiennekambale4@gmail.com
28.	Eugénie KALUMBA	R.D Congo	AVIFEM	gerkalumba@gmail.com
29.	Faïda MWANGILWA	R.D Congo	BCGP CD	faidamfr@yahoo.fr
30.	Florence MWEGE	R.D Congo	CAFED	Florasa10@yahoo.fr / floraxx20@gmail.com
31.	Francine RUTAZANA	Rwanda	CECI	francinerut@yahoo.fr
32.	Françoise M. KABUNDI	R.D Congo	PNC	francoisemunya@yahoo.com
33.	Frédéric MUZUKA	R.D Congo	Presse / RTNC	+243 851194805
34.	Générose NZEYIMANA	Burundi	CARE International /Great Lakes	Generose.nzeyimana@care.org
35.	Georgette BIEBIE SONGO	R.D Congo	CFPD	georgettebiebie@hotmail.fr

N°	PRENOM ET NOM	PROVENANCE	ORGANISATION/STRUCTURE	E-MAIL /TELEPHONE
36.	Gisèle BATEMBO FAIDA	R.D Congo	COCAFEM/GL	giselefaida@gmail.com
37.	Inès GASHIRAHAMWE	Burundi	COCAFEM/GL	inesgash@gmail.com
38.	Jean Claude CONGERA	Burundi	COCAFEM/GL	jcongera@yahoo.fr
39.	Jean Claude KAYIGAMBA	Rwanda	CARE International	jeanclaudek.rw@care.org
40.	Jeanne BITSURE	Burundi	COCAFEM/GL	bitsurejeanne@yahoo.fr
41.	Jeanne d'Arc KANAKUZE	Rwanda	PRO-FEMMES TWESE HAMWE	jeannecap@yahoo.fr
42.	Jocelyne KWIZERA	Burundi	Centre SERUKA	kwizerajocelyne@gmail.com
43.	John ASANDA	R.D Congo	RTNC	+243 994337996
44.	John KASEREKA KIRERE	R.D Congo	Secrétariat 4 ^{ème} Conférence	johnkirere01@gmail.com
45.	Jonas KIRIKO	R.D Congo	RTCT	jonaskiriko@yahoo.fr
46.	Josée NTABAHUNGU	Burundi	CARE International	Josee.ntabahungu@care.org
47.	Joseph BAIBONGE MIRUHO	R.D Congo	Mairie de la Ville de Goma	josephbaibonge@gmail.com
48.	Joséphine MALIMIKONO	R.D Congo	CAFED	Malimukono1@gmail.com
49.	Jovithe MUKAZIYA	Rwanda	CECI	+250 788530424
50.	Julienne DIEU DONNE	Rwanda	CECI	+250 788486055
51.	Juliet WERE	Ouganda	ISIS-WICCE	wjuliet@isis.or.ug
52.	Justine NDJOKU	R.D Congo	CONAFED	+243 858107594
53.	Laura NYIRINKINDI	Ouganda	Centre Régional de Formation sur les VSBG / CIRGL	+256 70045968
54.	Léa-Pascalie NZIGAMASABO	Burundi	Parquet Général/Ministère de la Justice	nzigamasabol@yahoo.fr
55.	Linda BABINGWA	R.D Congo	CAFED	Lindababy0314@gmail.com
56.	Lydia GACHOYA	Kenya	RWF	Lydia.gachoya@gmail.com
57.	Mado KANDUKI	R.D Congo	CECI	+243 811830596
58.	Marguerite MUTUMWINKA	Rwanda	COCAFEM/GL	margotmutu@gmail.com
59.	Marie Goretti MUHITIRA	Burundi	CIRGL	mgmuhitira@gmail.com
60.	Me Marie Louise MUKASHEMA	Rwanda	LAF	malouise@legalaidrwanda.org
61.	Merveilles KAVUGHO	R.D Congo	CAFED	+243 991005575
62.	Michel KUBUYA	R.D Congo	Mairie de la Ville de Goma	memichelkub@yahoo.fr
63.	Mireille MASIKA	R.D Congo	Presse	+243 997862304
64.	Nadia Carine FORNEL POUTOU	RCA	AFJC	fornefpoutou@gmail.com
65.	Nadine NGONDO	R.D Congo	CAFED	+243 899995120
66.	NDIHOKUBWAYO Jacques	Burundi	MDPHASG	+257 77752324
67.	Nicole NYANGOLO	Burundi	COCAFEM/GL	cocafem.grandslacs@gmail.com
68.	Norbert MWINDULWA	R.D Congo	Journaliste	norbertwindulwa@gmail.com
69.	Norbert MWINDULWA	R.D Congo	Presse	+243 998948698
70.	Olga NYAMPUNDU	Burundi	Ministère des Finances	nyampolga@gmail.com
71.	Olive UWAMARIYA	Rwanda	CARE International	oliveu.rw@co.care.org
72.	Olivier MUKWAYA	Rwanda	IGIHE.COM	+250 788966036
73.	Pamela TULIZO	R.D Congo	Presse	Pamelatulizo04@gmail.com

N°	PRENOM ET NOM	PROVENANCE	ORGANISATION/STRUCTURE	E-MAIL /TELEPHONE
74.	Patience AYEBAZUBWE	Ouganda	Akina Mama wa Afrika	patience@akuramawafnka.org
75.	Paul AKUZIBWE	R.D Congo	CECI	akuzibwe12@gmail.com
76.	Pétronie KASONGO	R.D Congo	GEDROFE	kaspetronie@gmail.com
77.	Polydore MUKUBI	R.D Congo	Ministère du Genre	polimukubi@yahoo.fr
78.	Pudentienne UZAMUKUNDA	Rwanda	YWCA	uzamukundap@yahoo.fr
79.	René Christian UMUKUNZI	Ethiopie	PLAN INT'L African Union	umukunzi.renechristian@plan-international.org
80.	Rosette KUBOTA	R.D Congo	CAFED	Rosettekubota50@gmail.com
81.	Sage SEMAFARA	Rwanda	RRP+	Ssage.rrplus@gmail.com
82.	Samuella VALYAGHE	R.D Congo	CAFED	cafednordkivu@yahoo.fr
83.	Sandrine INAKABONDO	Burundi	DDC/CIRGL	sandrine.inakabondo@gmail.com
84.	Sarah AWEL JAMES AJITH	Sud Soudan	SWIGO	sarah_ewel@yahoo.com
85.	SEA MAELE	R.D Congo	Journaliste	seamayele@gmail.com
86.	Soline RUBUKA	Burundi	CAFOB	rubuka_soline@yahoo.fr
87.	Son Excellence Mr le Gouverneur Julien PALUKU KAHONGYA	R.D Congo	Province du Nord Kivu	
88.	Son Excellence Mr le Ministre Martin NIVYABANDI	Burundi	Ministère des Droits de la Personne Humaine des Affaires Sociales et du Genre (MDPHASG)	+257 22246924
89.	Stepha ROUICHI	R.D Congo	CARE International	stepha.rouichi@care.org
90.	Stéphane LUPAO	R.D Congo	BARAZA	Slupao2016@gmail.com
91.	Tcshube MUOROMBI	R.D Congo	RFI	Ngorombitschube12@gmail.com
92.	Thérèse MUKANDOLI	Rwanda	YWCA/Rwanda	tmukandoli@yahoo.fr
93.	Thérèse NDORICIMPA	Burundi	Association Dushirehamwe	ndoritherese@gmail.com
94.	Thérèse NTIJINAMA	Burundi	COCAFEM /GL	thntijimana@yahoo.fr
95.	Thierry BAHATI	R.D Congo	CAFED	+243 991208991
96.	Trésor KAMAVU	R.D Congo	Presse/La Tempête des Tropiques	+243 973530889
97.	Véronique UMBA	R.D Congo	Ministère du Genre	umkabango@gmail.com
98.	Vianney K	R.D Congo	CRSN	comitegoom@yahoo.com
99.	Victoire BATUMIKE	R.D Congo	KEY Asbl	Vbatumike@gmail.com
100.	Vincent MANYONGA	R.D Congo	Ministère Provincial du Genre /Nord Kivu	+243 994421830
101.	Yves IYAREMYE	Rwanda	Presse /MYAHONSHYA	+250 781000112
102.	Yvette IHORIMBERE	Burundi	COCAFEM/GL	ihoryve@yahoo.fr
103.	Yvonne DEMBO OKITO	R.D Congo	COCAFEM/GL	yvonedembo@gmail.com
104.	Ziada NTEGEYIMANA	Rwanda	RBA	+250 784035417

ANNEXE 3 : DIFFERENTES ALLOCUTIONS

➤ ALLOCUTIONS D'OUVERTURE : LE 22 FEVRIER 2017

1. **Mot du Maire de la Ville de Goma / Nord Kivu/ R.D Congo**

- Excellence Monsieur le gouverneur de la Province du Nord Kivu,
- Madame la représentante de l'envoyée Spéciale Femmes, Paix et Sécurité de l'Union Africaine,
- Madame la représentante du Secrétaire Exécutif de la CIRGL,
- Monsieur le représentant de la Ministre du Genre, enfant et Famille de la RDC,
- Madame la représentante du Ministre du Genre et de la Promotion de la Famille en République du Rwanda,
- Mesdames et Messieurs les représentants des différents ministères du Burundi, de l'Ouganda, du Rwanda et de la RDC,
- Mesdames et Messieurs les représentants des organisations onusiennes et internationales,
- Mesdames et messieurs les représentants de la Société Civile du Burundi, du Rwanda, de la RCA, du Sud Soudan, de l'Ouganda, du Kenya, de la Tanzanie et de la RDC,
- Mesdames et Messieurs distingués invités en vos titres, rangs et qualités respectifs

C'est pour moi un grand honneur et un réel plaisir de vous accueillir dans cette fructueuse installation de l'hôtel IHUSI.

Je remercie du fond de mon cœur la COCAFEM/GL pour les innombrables sacrifices consentis en vue de l'organisation de cette 4^{ème} conférence régionale sur la mise en de la feuille de route régionale issue de la 3^{ème} conférence régionale sur la Déclaration de Kampala sur les VSBG et la Résolution 1325 du CSNU. Je remercie également les différents partenaires techniques et financiers qui ont concouru à la matérialisation de la présente conférence.

Ce coup du cœur ne passe pas inaperçu l'engagement des membres du comité organisateur et de tous les participants qui en dépit de leur multiple agenda surchargé se sont déplacés aux fins de contribuer à cette réflexion autour de la mise en œuvre de la Déclaration de Kampala sur les VSBG ainsi que la Résolution 1325 du CSNU.

Il n'est un secret pour personne que les pays de la Région des Grands Lacs sont en proie à des conflits armés et autres crises, force et aussi de noter que les VSBG sont une partie intégrante des guerres et autres crises que le Président de la République son Excellence Joseph KABILA KABANGE ne cesse de juguler dans l'est de la RDC et ce, sous la houlette de l'honorable Docteur Ambassadeur de la paix, le Gouverneur de la Province du Nord Kivu, j'ai cité Julien PALUKU KAHONGYA qui a son tour entreprend de grandes œuvres pour l'émergence de la Province du Nord Kivu. Que les deux excellences trouvent ici l'expression de notre expression de grande gratitude.

En effet la conférence régionale qui s'ouvre ce jour offre l'opportunité aux participants de réfléchir ensemble sur les voies et moyens de prévenir les causes des violences sexuelles en atténuant la survenance des conséquences y afférents.

La réussite des travaux de cette conférence sera évaluée en la capacité des participants à influencer positivement sur la situation des violences sexuelles enregistrées çà et là.

C'est sur ces mots que je vous souhaite la bienvenue dans la ville touristique de GOMA.

Je vous remercie.

2. **Mot de la Présidente de la COCAFEM/GL**

- Excellence Monsieur le Gouverneur de la Province du Nord Kivu en République Démocratique du Congo ;
- Monsieur le Représentant du Ministre du Genre, Enfant et Famille de la République Démocratique du Congo ;
- Madame la Représentante du Ministre du Genre et la Promotion Familiale de la République du Rwanda ;
- Madame la Représentante de l'Envoyée Spéciale Femme, Paix et Sécurité de l'Union Africaine ;
- Madame l'Ambassadeur Représentante du Secrétaire Exécutif de la Conférence Internationale de la Région des Grands Lacs et des autres structures de la CIRCL ici présentes;
- Mesdames et Messieurs les Représentants des Ministères sectoriels des différents pays ;
- Mesdames/Messieurs les Représentants des Organismes internationaux et des Organisations Internationales et Nationales ;
- Mesdames/ Messieurs les Représentants des Organisations de la Société Civile de la République Centrafricaine, du Sud-Soudan, de l'Ouganda, du Kenya et de la Tanzanie ;
- Mesdames et messieurs, membres de la COCAFEM/GL ;
- Mesdames et messieurs distingués invités à vos titres et qualités, tout protocole observé;

C'est un réel plaisir en ce moment de prendre la parole pour vous adresser au nom de la COCAFEM/GL et en mon nom propre ce mot à l'occasion de ce grand événement.

En effet, Excellence, Mesdames et Messieurs la présente rencontre constitue un moment historique dans la vie de la COCAFEM/GL dans le cadre de renforcer la protection et de promouvoir les droits de la femme, de la fille et de l'enfant dans la Région des Grands Lacs. C'est aussi un moment de prendre des mesures concrètes visant à éradiquer toutes formes de violences à l'égard de la femme et de l'enfant.

Ainsi ce cadre permettra d'évaluer l'état de la mise en œuvre des décisions et la feuille de route régionale issue de la 3^{ème} Conférence régionale sur la *problématique de la domestication et de la mise en œuvre de la déclaration de Kampala sur les VSBG et la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies* tenue en Mars 2016 à Kinshasa en République Démocratique du Congo.

Qu'il me soit permis de rappeler la mission de la COCAFEM/GL qui est de *contribuer à la promotion de la culture de la paix, la tolérance, la non-violence, l'égalité entre les hommes et les femmes ainsi que l'amélioration des conditions de vie de la femme et de l'enfant de la région des Grands Lacs.*

Aussi cette mission de la COCAFEM/GL interpelle les hommes d'une façon particulière à être partenaires efficaces pour faire avancer la cause de la femme dans une dimension transversale.

Excellence, Mesdames, Messieurs, Chers invités
Tout Protocole observé

Pour continuer cette lutte la COCAFEM/GL a opté deux thèmes de plaidoyer dont le premier est *l'effectivité des instruments régionaux et internationaux relatifs à la paix, la sécurité, les droits de la femme, la promotion du genre et la lutte contre les Violences Sexuelles Basées sur le Genre* dans la région des Grands Lacs alors que le second s'articule autour de *l'émergence du pouvoir économique de la femme* dans la région des Grands Lacs.

En outre la COCAFEM/GL mène la Campagne Tolérance Zéro contre les violences sexuelles et basées sur le genre dont le thème est « Hommes, Femmes, Jeunes impliquons-nous dans la lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre pour une justice sociale ». Cette campagne vise à renforcer l'approche de la masculinité positive des hommes sensibles à la cause de la femme.

C'est dans ce cadre que la COCAFEM/GL a organisé du 10 au 11 mars 2016 à Kinshasa en République Démocratique du Congo sa 3^{ème} Conférence Régionale, pour réfléchir sur l'état de mise en œuvre de la Déclaration de Kampala sur les violences sexuelles et basées sur le genre et sur la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies qui a ressorti une feuille de route visant la mise en œuvre des deux instruments ci-haut cités et a mis en place avec comme mandat de s'assurer la mise en œuvre de sa feuille de route régionale.

Excellence, Mesdames, Messieurs, Chers invités
Tout Protocole observé

Ce comité de suivi réuni du 17 au 18 novembre 2016 à Bukavu en République Démocratique du Congo en vue d'évaluer l'état de mise en œuvre de la feuille de route de la 3^{ème} Conférence régionale a retenu 7 enjeux pour faire objet de réflexion lors de la présente conférence. Ces enjeux sont les suivants :

- 1° Mécanisme d'alerte préventif communautaire harmonisé et systématique de lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre.
- 2° Base de données et outil national harmonisé de collecte, traitement et rapportage des cas de violences sexuelles et basées sur genre.
- 3° Education populaire dans la lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre avec l'approche de la masculinité positive/constructive en touchant les pesanteurs culturelles.
- 4° Intégration dans la planification nationale des dimensions genre et les violences basées sur le genre.
- 5° Accès à la justice des femmes victimes des violences sexuelles et basées sur le genre par rapport à la procédure pénale, l'administration et la protection de la preuve, la documentation et l'investigation ainsi que la révision des tarifs légaux ou leur application en termes de frais de consignation et de justice.
- 6° Mécanismes de réintégration des victimes de violences sexuelles et basées sur le genre au niveau communautaire.
- 7° Mécanismes visant à promouvoir les femmes dans la gouvernance politique et aux processus de médiation, négociation, gestion et résolution des conflits et consolidation de la paix au niveau régional.

Avant de clore mon mot, permettez-moi encore une fois de vous adresser nos profonds remerciements pour vos contributions dans la réalisation de cet événement combien important pour la consolidation de la paix et de la sécurité durables dans notre

région des Grands Lacs. Vos apports dans cette perspective témoignent de votre engagement et constituent un gage de la réussite de ce pari.

Nous tenons à remercier tous ceux qui nous ont appuyé techniquement et financièrement dans l'organisation de la présente conférence notamment le Gouvernement canadien pour son appui technique et financier à travers le Centre Canadien d'Etudes et de Coopération internationale (CECI), CARE International bureaux du Burundi, de la République Démocratique du Congo, du Rwanda et de la Région.

A nos gouvernements respectifs pour l'appui qu'ils ne cessent d'apporter à la COCAFEM/GL afin qu'elle puisse mener à bien ses activités,

Nos partenaires à savoir la CIRGL, l'Union Africaine spécialement le bureau de l'envoyée Spéciale, Femme Paix et Sécurité et le Département Genre, Femme et Développement

Nos vifs remerciements d'adressent particulièrement au Gouvernement de la République Démocratique du Congo pour l'hospitalité aux différentes délégations venues participer à cette conférence.

Je termine en vous invitant à donner encore une fois vos contributions pour avoir une feuille de route digne de ce nom car c'est elle qui va constituer la matière et notre source pour nos actions futures.

Je vous remercie

Thérèse NTIJINAMA
Présidente de la COCAFEM/GL

3. Mot de la Représentante du Secrétaire Exécutif de la CIRGL

Excellence, Monsieur le Gouverneur de la province du Nord Kivu,
Monsieur le Directeur de cabinet, représentant Son Excellence madame la Ministre du genre, enfant et famille,
Monsieur le Maire de la ville de Goma,
Madame la Présidente de la COCAFEM/GL,
Madame la représentante de l'Envoyé Spécial de la Commission de l'UA pour la Région des Grands Lacs,
Mesdames et messieurs les représentants des organisations internationales et membres du Corps consulaire,
Messieurs les ambassadeurs coordonnateurs nationaux de la CIRGL,
Mesdames et messieurs les représentants des différents ministères techniques des Etats membres,
Distingués invités tout protocole observé,

L'honneur m'échoit tout particulièrement de prendre la parole devant cette auguste assemblée, au nom de son Excellence, l'Ambassadeur Zachary MUBURI MUITA Secrétaire Exécutif de la CIRGL, qui avait bien voulu être des nôtres ce matin, mais empêché, m'a mandatée de prononcer son allocution à l'ouverture de la 4^e Conférence régionale sur la problématique de la domestication et de la mise en œuvre de la Déclaration de Kampala sur les VSBG et de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies dans les Etats membres.

Excellences,
Honorables invités,

La Conférence qui nous réunit ici fait suite à la 3^e Conférence régionale qui s'était tenue à Kinshasa l'année dernière du 10 au 11 Mars 2016 qui avait identifié 7 enjeux majeurs.

Permettez-moi de saisir cette opportunité pour remercier encore une fois la Concertation des Collectifs des Associations Féminines de la Région des Grands Lacs et ses partenaires pour avoir pris l'initiative d'organiser cette rencontre régionale dans l'optique de présenter et de partager l'état d'avancement de la mise en œuvre de la feuille de route régionale issue des assises de Kinshasa sur les enjeux relatifs à la problématique de la mise en œuvre de la Déclaration de Kampala sur les VSBG et la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

A travers la Déclaration de Dar-Es-Salaam, les Chefs d'Etat et de gouvernement s'étaient engagés à adopter des politiques et mécanismes volontaristes pour promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes, à tous les niveaux et dans tous les domaines, au niveau national et régional, conformément aux instruments juridiques internationaux et régionaux.

Dans leur Déclaration adoptée le 11 décembre 2011 appelée « Déclaration de Kampala » déclinée en 19 Décisions, ils se sont engagés à mettre en œuvre une série d'actions visant à: prévenir les violences sexuelles et basées sur le genre, à mettre fin à l'impunité des crimes de violences sexuelles et basées sur le genre, et à prêter assistance aux victimes survivantes.

Par ailleurs les plus hautes autorités de la région ont instruit les institutions nationales, à mettre en place des mécanismes appropriés pour mener des enquêtes et poursuivre les auteurs des crimes de violences sexuelles, y compris les crimes de génocides, les crimes de guerre ou les crimes contre l'humanité, commis dans la région et procéder à la mise en œuvre des instruments proposés. Dix ans après la signature du Pacte, et six ans après la signature de la Déclaration de Kampala, des défis persistent.

En effet, l'exclusion des femmes dans les instances de prise de décisions et la persistance des cas de VSBG constituent une violation flagrante des droits de la personne humaine.

Les VSBG sont un véritable problème de santé publique qui empêchent nos Etats de se stabiliser et de se développer. Elles avilissent la femme, et l'empêchent de contribuer efficacement au développement de son pays et de jouir des droits et libertés fondamentales, tant dans la vie privée que dans la vie publique.

La lutte pour le positionnement des femmes dans la gouvernance politique ainsi que l'éradication des VSBG doivent faire partie des priorités de nos Etats membres puisqu'on ne peut faire du développement, ni construire la paix en occultant plus de la moitié de la population.

**Excellences,
Distingués invités,**

La rencontre d'aujourd'hui a pour objectif d'analyser la situation par rapport à la mise en œuvre de ces deux instruments et de formuler des propositions concrètes et réalisables en rapport avec les sept enjeux identifiés à Kinshasa et qui persistent dans la mise en œuvre de la Déclaration de Kampala sur les VSBG et de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies dans la région.

Elle permettra surtout de relever les défis et de définir de nouvelles stratégies en vue d'engager un dialogue politique au plus haut niveau pour favoriser des changements et combler les lacunes qui existent.

Chers participants,

A l'issue des travaux, vous allez élaborer une feuille de route assortie de propositions et de stratégies pour sa mise en œuvre.

Les recommandations et résolutions ainsi que le chronogramme de sa mise en œuvre sont vivement attendues, car elles témoignent de votre engagement et détermination à aller de l'avant.

Je vous remercie pour votre aimable attention.

4. Mot du Représentant de son Excellence la Ministre du Genre, Enfant et Famille de la R.D Congo

Excellence Monsieur le Gouverneur de Province du Nord-Kivu ;
Madame la Directrice du département femme et enfant de CIRGL ;
Mesdames et messieurs les représentants des ministres provinciaux du Nord-Kivu ;
Messieurs et mesdames représentants les différents ministères des Etats membres de la CIRGL ;
Madame la représentante du bureau de l'Envoyée Spéciale Femme Paix et Sécurité de l'Union Africaine ;
Chers membres de la Concertation des Collectifs des Associations Féminines de la Région des Grands Lacs ;
Chers partenaires au développement ;
Mesdames, mesdemoiselles et messieurs, en vos titres et qualités respectifs

C'est pour moi un réel plaisir et un motif de satisfaction de prendre la parole en ce jour de l'ouverture des travaux de la 4^{ème} Conférence Régionale organisée à l'initiative de la Concertation des Collectifs des Associations Féminines de la Région des

Grands-Lacs, COCAFEM/GL en sigle sur les enjeux relatifs à la mise en œuvre de la Déclaration de Kampala sur les violences sexuelles et basées sur le genre et de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

De prime abord, permettez-moi de rendre un hommage le plus déférant à son Excellence Joseph KABILA KABANGE, Président de la République Démocratique du Congo et Chef de l'Etat pour s'être investi pleinement et personnellement dans la restauration de la paix et la réconciliation nationale, gage de stabilité et de paix sans lesquelles les présentes assises n'auraient simplement pas été possibles.

**Excellences ;
Mesdames et messieurs ;
Distingués invités.**

Faisant suite aux assises de Kampala, une consultation régionale de haut niveau avec les ministères en charge de la justice et du genre s'est tenue en juillet 2012 à Kinshasa, pour faire le suivi de la Déclaration des Chefs d'Etat et de Gouvernement afin d'élaborer un plan d'action pour la mise en œuvre de certaines décisions et plus particulièrement, les décisions 2,7 et 8 sur la nécessité d'accélérer le processus de Domestication du Protocole de la CIRGL sur la non-agression et la Défense mutuelle, du Protocole de la prévention sur la suppression des violences sexuelles contre les Femmes et les Enfants ainsi que la coopération judiciaire en vue d'éradiquer les groupes armés existants et de coopérer pour l'extradition, mener des enquêtes et des poursuites judiciaires contre les auteurs des crimes (décision 2) pour lancer la campagne tolérance zéro maintenant contre les crimes de VSBG et l'impunité (décision 7), et enfin pour la création et le renforcement des tribunaux spéciaux, des sessions et des procédures en vue d'accélérer le traitement des cas de VSBG par la police et le système judiciaire afin d'améliorer l'accès à la justice et protéger les victimes / rescapés des viols (décision 8).

C'est également dans le cadre du suivi de la Déclaration de Kampala que la concertation des collectifs des Associations Féminines de la Région des Grands-Lacs, votre organisation a organisé la 3^{ème} Conférence a accouché d'une feuille de route que les présentes assises se proposent d'évaluer l'état de la mise en œuvre, et de faire des propositions concrètes aux problèmes qui aujourd'hui constituent encore un obstacle pour la mise en œuvre de cette Déclaration.

Par la même occasion, je tiens à remercier le Gouvernement de la République pour les efforts inlassables qu'il ne cesse de déployer pour garantir et promouvoir les droits spécifiques de la femme, notamment à travers la lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre.

En effet, la question de lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre est une préoccupation majeure pour les chefs d'Etats et de Gouvernements des pays membres de la CIRGL qui se sont engagés à lutter contre ce fléau à travers le pacte sur la Paix, la Sécurité, la Stabilité et le Développement signé en 2006 et son Protocole sur la prévention et l'élimination des violences sexuelles à l'égard des femmes et des enfants ainsi que la Déclaration de Kampala sur les VSBG de 2011.

Pour se conformer à ce Protocole et d'autres instruments juridiques régionaux et internationaux, la RDC a mis en œuvre des lois et des mécanismes spécifiques pour s'attaquer à toutes les formes des violences dont les femmes, les jeunes et les petites filles sont victimes, notamment à travers l'adoption et la promulgation des lois de 2006 portant respectivement sur le renforcement de la répression en matière de viols et des violences sexuelles, la loi de 2009 sur la protection des droits de l'enfant, la loi de 2006 sur la mise en œuvre de la parité homme et femme ainsi que la promulgation en 2006 du code de la famille révisé qui a supprimé toutes les inégalités juridiques qui frappaient les femmes, particulièrement les femmes mariées.

L'un de résultats indéniables de tous ces efforts est sans conteste la réduction de près de moitié de la prévalence des violences sexuelles en RDC, l'augmentation du nombre de procès et de condamnations des auteurs de cas de violences sexuelles, l'amorce du processus d'indemnisation effective de certaines victimes des violences sexuelles.

Toutefois, il subsiste encore d'énormes défis à relever quant à la mise en œuvre effective des instruments juridiques internationaux, régionaux et sous régionaux pour lutter effectivement contre les violences sexuelles et basées sur le genre dans la région des Grands-Lacs.

De vos travaux, le Gouvernement de la République attend, une révision de votre feuille de route dans le but de la rendre plus réaliste, en tenant compte notamment des avancées enregistrées lors des consultations de haut niveau tenues en 2012 à Kinshasa par les Ministres de Justice et de Genre de la CIRGL, de l'évaluation de votre feuille de route réalisée en 2016 lors de la troisième Conférence régionale.

**Excellences ;
Mesdames et messieurs ;
Distingués invités.**

Je ne saurais clore mon propos de ce jour sans exprimer toute ma gratitude à la COCAFEM/GL qui a eu l'ingénieuse idée de regrouper les femmes de tous les pays de la région des Grands-Lacs pour constituer un cadre d'opérationnalisation des décisions de Chefs d'Etat et de Gouvernement, notamment en matière de la lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre.

Je voudrais également remercier tous nos partenaires techniques et financiers qui ne ménagent aucun effort pour nous accompagner dans ce noble combat qui est celui de plus d'égalité entre les hommes et les femmes dans notre région des Grands-Lacs.

Sur ce, je souhaite plein succès à ces assises.

Fait à Goma le 22 février 2017

5. Discours de l'Invité d'honneur pour l'ouverture de la 4^{ème} Conférence Régionale, son Excellence le Gouverneur de la Province du Nord Kivu

Mesdames et Messieurs,
Distingués membres des différentes délégations ;

A l'occasion de la 4^{ème} Conférence régionale sur les enjeux relatifs à la mise en œuvre de la Déclaration de Kampala sur les violences sexuelles et basées sur le genre et la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, permettez-moi de prime à bord de réitérer une chaleureuse bienvenue à Goma chef-lieu de la province du Nord Kivu, aux différentes délégations ici présentes et saluer votre participation heureuse à ses assises tenues du 22 au 23 février 2017 en République Démocratique du Congo dans ce somptueux cadre de l'Hôtel IHUSI sous la houlette de la Concertation des Collectifs des Associations Féminines de la région des Grands Lacs.

C'est pourquoi je salue la présence du Directeur de cabinet de son Excellence Madame la Ministre du Genre, Enfant et Famille de la RDC, la présence de Madame de la Directrice du Programme Directrice Programme Genre, Femme et Enfants au sein de la CIRGL, la présence de la Présidente de la COCAFEM/GL et la présence de vous tous ici chacun en son nom.

Je voudrai remercier vivement la COCAFEM/GL pour avoir choisi à nouveau la République Démocratique du Congo en général et le Nord Kivu en particulier comme lieu devant abriter la présente conférence.

Je m'en réjouis énormément pour ce qu'il s'agit d'une opportunité hors du commun de consolider les acquis d'une paix durable, inclusive et respectueuse des droits de tous et plus spécialement ceux des femmes.

Dois-je le rappeler que si ces assises se tiennent ici à Goma sans inquiétude, et dans une ambiance sereine, comme celle que vous observez aujourd'hui, c'est grâce à la paix retrouvée que son Excellence Joseph KABILA KABANGE, Président de la République est en train d'imposer contre l'obstination d'une certaine mafia à semer le trouble dans certaines parties de la République Démocratique du Congo.

Je saisis donc cette occasion pour lui rendre un grand hommage, non seulement pour ses efforts de pacification mais surtout pour le souci en tant que premier défenseur de la parité homme-femme en République Démocratique du Congo et de la promotion des droits humains et spécialement ceux des personnes de sexe féminin.

Mesdames et Messieurs,

Dans le souci de prendre en compte les besoins et les aspirations des femmes affectées par les conflits en période post conflit, la République Démocratique du Congo a adhéré à plusieurs textes et instruments juridiques relatifs à la protection et à la défense des droits de la femme. L'adhésion par conviction de notre pays aux instruments qui font la fierté de l'humanité est une prouesse avérée de notre accompagnement aux côtés des femmes qui doivent avoir droit au chapitre. C'est ce qui a même motivé notre gouvernement à adopter le Plan d'Action National de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies et dont plusieurs actions organisées sont porteuses de beaucoup d'espoir.

**Mesdames et Messieurs,
Chers participants,**

M'inspirant de la pensée pieuse du philosophe américain Ralph WALDO EMERSON dans son ouvrage intitulé *Circonférence sur la nature*, l'auteur nous conseille en ces termes : « N'allez pas où le chemin vous mène, allez plutôt là où il n'y a pas de chemin et laissez-y une piste », fin de citation.

Nous sommes donc invités à fleurir et à laisser de bonnes traces afin que les générations présentes et à venir témoignent de notre dévouement et de nos sacrifices pour une société paritaire et équilibrée au-delà de nos failles inhérentes à la nature humaine.

Mon souhait le plus ardent est de voir en effet notre civilisation évoluer comme oiseau à deux ailes, l'une masculine et l'autre féminine, pour que cet oiseau qui est notre société ne tombe, il nous faut ramer à contre-courant des dépravations des mœurs qui pérennisent les attitudes misogynes laissant la femme et la jeune fille dans une position de dépendance qui les paupérisent et atrophient leurs potentialités.

C'est pourquoi, le comité de suivi de la feuille de route de la 3^{ème} Conférence sur la mise en œuvre la Déclaration de Kampala Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies s'étant réuni les 17 et 18 novembre 2016 à Bukavu en République Démocratique du Congo comme l'a signalé madame la Présidente ici pour presser un atelier d'avancement de la mise en œuvre de la feuille de route de la 3^{ème} Conférence Régionale a proposé 7 enjeux dont le premier était les mécanismes de l'alerte préventif communautaire, jusqu'au dernier enjeu qui était celui de la promotion de la gouvernance politique à laquelle la femme veut participer.

Et au regard de ces enjeux tels que énumérés par la Présidente, non seulement je juge salubre la tenue de cette conférence régionale car les points saillants de la prise en charge holistique des victimes seront pris en compte, et je réitère à l'assistance un soutien indéfectible du gouvernement provincial du Nord Kivu aux conclusions de ces assises.

C'est sur cette note d'assurance que je déclare ouverte à Goma la 4^{ème} Conférence régionale sur l'enjeu relatif à la mise en œuvre de la Déclaration de Kampala sur les violences sexuelles et basées sur le genre et la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies et je vous souhaite bon travail !

Son Excellence Julien PALUKU KAHONGYA

➤ **ALLOCUTIONS DE CLOTURE : LE 23 FEVRIER 2017**

1. Mot de la Présidente de la COCAFEM/GL

- Excellence Monsieur le Ministre des Droits de la Personne Humaine, des Affaires Sociales et du Genre de la République du Burundi ;
- Excellence Monsieur le Gouverneur de la Province du Nord Kivu en République Démocratique du Congo ;
- Monsieur le Représentant du Ministre du Genre, Enfant et Famille de la République Démocratique du Congo ;
- Madame la Représentante du Ministre du Genre de la République du Rwanda ;
- Madame la Représentante de l'Envoyée Spéciale Femme, Paix et Sécurité de l'Union Africaine ;
- Madame l'Ambassadeur Représentante du Secrétaire Exécutif de la Conférence Internationale de la Région des Grands Lacs et des autres structures de la CIRCL ici présentes;
- Mesdames et Messieurs les Représentants des Ministères sectoriels des différents pays ;
- Mesdames/Messieurs les Représentants des Organismes internationaux et des Organisations Internationales et Nationales ;
- Mesdames/ Messieurs les Représentants des Organisations de la Société Civile de la République Centrafricaine, du Sud-Soudan, de l'Ouganda, du Kenya et de la Tanzanie ;
- Mesdames et messieurs, membres de la COCAFEM/GL ;
- Mesdames et messieurs ;
- Distingues invités en vos titres et qualités,

Nous voici au bout de 2 journées de réflexion et d'échanges sur sept enjeux qui persistent dans la mise en œuvre de la Déclaration de Kampala sur les violences sexuelles et basées sur le genre et de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Les enjeux ayant été traités constituent des obstacles majeurs pour une protection, une promotion effective des droits de la femme et pour l'émergence significative de son pouvoir économique ainsi que sa participation dans la gouvernance politique.

Les différentes présentations, les résultats issus des échanges et des travaux en groupes qui ont marqué la présente rencontre ont fait état de nombreuses réalisations, de défis à relever et de perspectives d'avenir pour nos pays et institutions ici représentés en matière de prévention, de protection des droits de la femme et de la petite fille et de lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre et de prise en charge holistique des victimes ou survivantes de ce fléau.

Nous espérons que cette riche expérience partagée a inspiré les uns et les autres au même titre qu'elle nous a fourni des orientations dans la définition de la Feuille de route Régionale de la 4^{ème} Conférence que nous venons d'adopter comme boussole de nos actions futures.

**Excellences, mesdames/ Messieurs,
Tout protocole observé ;**

Notre cadre d'échanges et de réflexion vient de se doter d'une Feuille de route constituée de défis et de leurs réponses. Certaines de ces réponses sont des réalités à part entière pour certains défis et pour certains pays, elles sont des réalités potentielles pour d'autres. Pour d'autres encore, elles sont des perspectives d'avenir.

Certes, l'engagement des Etats et des acteurs dans le domaine « Femmes, Paix et sécurité » inspire l'espoir d'un avenir prometteur en ce qui concerne l'éradication des violences sexuelles et basées sur le genre, l'émergence du pouvoir économique de la femme dans la Région des Grands Lacs ainsi que sa participation effective dans la gouvernance politique.

Les engagements que nous venons de nous fixer constituent des indicateurs qui nous permettront de mesurer le niveau de réalisation de la Feuille de route Régionale de la 4^{ème} Conférence sur la mise en œuvre de la Déclaration de Kampala sur les violences sexuelles et basées sur le genre et sur la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Le mécanisme de suivi et d'évaluation déjà mis en place lors de la 3^{ème} Conférence assurera son mandat pour la mise en œuvre des résolutions et recommandations issues de cette Conférence.

**Excellences, mesdames/ Messieurs,
Tout protocole observé ;**

La COCAFEM/GL pour sa part, renouvelle son engagement dans sa mission de plaider pour une Région des Grands Lacs apaisée, égalitaire où tous les hommes, les femmes, les filles et les enfants jouissent pleinement de leurs droits.

Soyons-nous tous des apôtres de cette Feuille de route Régionale dans nos Institutions respectives. Ensemble, agissons pour l'effectivité des droits des Femmes et la lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre dans la Région des Grands Lacs!

Tout en remerciant nos pays respectifs pour l'accompagnement et à nos partenaires pour les multiples appuis techniques et financiers qu'ils ne cessent d'apporter aux actions de la COCAFEM/GL que ce soit au niveau national ou régional, nous réitérons le renforcement du partenariat avec eux.

Nous tenons de ce fait à remercier les partenaires de la COCAFEM/GL particulièrement Affaires Mondiales Canada, le Centre canadien d'Etudes et de Coopération Internationale, CARE International du Burundi, de la République Démocratique du Congo, du Rwanda et de la Région pour leur appui technique et financier pour la réalisation de cette Conférence.

Je m'en voudrai de terminer ce mot sans réitérer mes remerciements à toutes les délégations qui ont pris part à ces assises et mes pensées vont également vers celles qui auraient souhaité être des nôtres mais qui, pour une raison ou pour une autre n'ont pas pu se joindre à nous.

Je saisis également cette opportunité pour remercier au nom de la COCAFEM/GL son Excellence Monsieur le Gouverneur de la Province du Nord-Kivu pour son implication dans la réussite de cette activité.

Nos vifs remerciements s'adressent également à son Excellence Monsieur le Ministre des Droits de la Personne Humaine, des Affaires Sociales et du Genre de la République du Burundi qui malgré son agenda chargé a accepté de rehausser de sa présence aux présentes assises. Cela témoigne de son soutien indéfectible à la cause de la femme.

Je ne manquerais pas de présenter mes compliments à l'équipe des Organisateurs composée des membres de CECI, des membres du Secrétariat Exécutif et du Comité Directeur de la COCAFEM/GL.

Je vous souhaite un bon retour chez vous et plein succès dans la mise en œuvre de la Feuille de route Régionale ressortie de cette Conférence.

Je vous remercie

Thérèse NTIJINAMA
Présidente de la COCAFEM/GL

2. Mot du Coordonnateur Afrique du CECI

Excellence Monsieur le Ministre des Droits de la Personne humaine, affaires sociales et genre du Burundi,
Excellence Monsieur le Gouverneur de la province du Nord Kivu en République Démocratique du Congo,
Monsieur le Représentant du Ministre du Genre, enfant et famille en RDC,
Madame la représentante du Ministre du Genre et de la Promotion de la famille du Rwanda,
Madame l'Ambassadeur Représentante du Secrétaire Exécutif de la Conférence Internationale de la Région des Grands Lacs et autres structures de la CIRGL ici présentes,
Madame la Représentante de l'Envoyée spéciale Femme, Paix et Sécurité de l'Union Africaine,
Monsieur le Maire de la Ville de Goma RDC,
Mesdames et Messieurs les Représentants des Ministères du Genre, de la Justice et des Finances,
Madame la Présidente de la COCAFEM/GL,
Mesdames et Messieurs les Représentants des organisations nationales et Internationales,
Mesdames, Messieurs tout protocole observé ;

Ces deux jours de la 4^{ème} conférence de la COCAFEM/GL furent un moment très précieux pour moi qui représente ici le Centre Canadien d'Etudes et de Coopération Internationale (le CECI). Avec un financement du gouvernement Canadien et pendant ces derniers 7 ans, le CECI a travaillé aux côtés de la COCAFEM/GL au niveau régional et dans les trois pays (au Burundi, en République Démocratique du Congo et au Rwanda), pour faire avancer l'agenda de lutte contre les violences basées sur le Genre.

Le CECI a donc été **un des témoins privilégiés** de l'évolution de cet immense mouvement régional féminin, engagé, qui, malgré une réalité régionale complexe, s'évertue, sommes toutes intelligemment, à faire **de la Déclaration de Kampala et de la Résolution 1325**, une **réalité qui change les vies des femmes et des filles et de leurs communautés**. Avec l'ampleur et la complexité de ces chantiers, le **dialogue et la synergie positive** entre les décideurs Etatiques et **les autres acteurs notamment de la société civile** ont été une constante.

Ces assises organisées par la COCAFEM/GL en collaboration avec le gouvernement de la République Démocratique du Congo, ont démontré combien, la combinaison intelligente d'efforts multi-acteurs, génère des **victoires importantes** dont nous devrions tous être fiers, en matière de lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre et la défense des droits des femmes et des filles dans la région.

Les fortes avancées qualitatives notamment i) au niveau du cadre politique, législatif, institutionnel et ii) les différents modèles et innovations transformatrices harmonisées au niveau communautaire et intermédiaire, en matière de prévention, qui passe par la création patiente de la conscience critique et de la dé-construction des normes sociaux, de la mise en place d'un tissu de leadership communautaire engagé, de mécanismes d'alerte et du rapportage efficace, de la construction de base de données dynamiques et d'un système de référencement, de l'accès holistique aux services de qualité, y compris un engagement et des solutions très pratiques de lutte contre l'impunité des auteurs des violences et enfin de l'accompagnement à la réinsertion des survivantes/survivants de violences sexuelles et basées sur le genre et du système de protection sociale.

Je me réjouis donc que la COCAFEM/GL soit parmi les architectes de ces innovations et des synergies gagnantes. Elle a continué à construire des ponts en catalysant ce dialogue multi-acteurs, et en facilitant l'engagement et l'action concertée, l'apprentissage et la fertilisation mutuelle. La préservation et l'amplification de cette dynamique actuelle ne peut que continuer à créer d'autres victoires et ceci nous concerne tous. La participation de haut niveau à ces assises est un indicateur rassurant de ce pas déjà franchi.

Ceci dit, et ça été dit et redit ici, le chantier de lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre et de longue haleine et a un caractère systémique et continue. Ce caractère continue ne peut être adressé par un investissement sous l'approche de projets à court terme, qui semble prédominer aujourd'hui, quel que soit le volume, la qualité et la source des financements consentis.

En partenariat avec les Etats et les autres organisations de la société civile comme la COCAFEM/GL, le CECI s'engage à continuer à travailler pour mobiliser les bailleurs et les partenaires techniques et essentiellement le gouvernement canadien. Il est clair néanmoins que ce combat nécessite un déploiement d'un investissement domestique prédictible durable conséquent par les Etats concernés et intégrés dans les systèmes de planification et de budgétisation et en cohérence avec les engagements pris dans le Protocole de Maputo et la Déclaration de Kampala. En plus, pour assurer un retour d'investissement à l'échelle, ces investissements domestiques gagneraient à cibler activement des organisations comme la COCAFEM/GL et d'autres dont le rôle catalyseur est crucial et porteur.

**Excellence Monsieur le Ministre,
Excellence Monsieur le Gouverneur de la Province du Nord Kivu,
Mesdames, Messieurs les participants avec vos titres respectifs,**

Pour terminer, je voudrais profiter de ces assises pour annoncer que le Centre canadien d'Etudes et de Coopération internationale a décerné récemment à la COCAFEM/GL un prix nommé "**Prix des femmes en action**" qui favorise le renforcement économique et les droits des femmes en action, en reconnaissance de ses efforts intelligents dans ce domaine.

Ce prix lui sera remis par notre Directrice Générale qui sera dans la région en Avril prochain.

En attendant, et au-delà des mots et des textes je vous remercie encore pour nous avoir associé à ces assises et espère que les résultats vont davantage permettre à ce que les droits et la sécurité de nos mamans, nos épouses, nos sœurs, nos filles et leurs communautés soient davantage garantis.

Je vous remercie.

Bonaventure WAKANA

3. Mot de la Représentante du Ministère en charge du Genre du Rwanda

Your Excellency Minister of Human Right, Social Affairs and Gender of Burundi,
Your Excellency Governor of North Kivu Province,
All Excellencies here present,
All Protocols observed
Ladies and Gentlemen,
Good afternoon.

My word is a mainly thankful on behalf of the Minister of Gender and Family Promotion in Rwanda and on my own name, allow me to thank so much my country for being able to be represented in this meeting which is very important for us.

I thank so much COCAFEM/GL and all institutions that contributed in organizing this conference whereby different countries and different organizations are represented, we become well friends during the two days and we will work together!

I would like to present my sincerer thanks to the Democratic Republic of Congo for having hosted this Conference and gave us a nice hospitality.

I thank Excellency Minister of Human Rights, Social Affairs and Gender from Burundi for having the time to participate in this grateful meeting. It is a great sign of commitment in the high level to leading ending Gender Based Violences in our countries.

Allow me to say that has Rwanda shared its experience during the two days, our country with its usual hight leadership and commitment, will continue to work hands in hands with different actors in fighting Gender Based Violences, especially by

strengthening home grown inclose to the community and to the family because the family is the foundation of social development and it is the area where are committed Gender Based Violences.

Rwanda is already commitment to end Gender Based Violences as it is a human right crime and strive for eradicate any discrimination against women and girls.

Your Excellency Minister of Human Right, Social Affairs and Gender of Burundi,
Your Excellency Governor of North Kivu Province,
All Excellencies here present,
Ladies and Gentlemen,
All Protocols observed.

Before closing my remarks, I promise that Rwanda will continue to work with COCAFEM/GL; especially in implementing recommendations issue from this conference. When I will be back to my country, I will say that this meeting was very greatful and next time I will come back with achievements to different recommendations issue from this conference.

I thank you so much.

4. Mot de la Représentante du Secrétaire Exécutif de la CIRGL

Excellence Monsieur le Ministre des Droits de la Personne Humaine, du Genre et des Affaires Sociales du Burundi,
Excellence, Monsieur le Gouverneur de la Province du Nord Kivu,
Madame la représentante de Son Excellence Madame la Ministre du Genre du Rwanda,
Madame la représentante de l'Envoyée Spéciale Femme Paix et Sécurité de la Présidente de la Commission de l'UA,
Monsieur le Directeur de cabinet, représentant Son Excellence madame la Ministre du Genre, Enfant et Famille,
Madame la Vice-Présidente du Forum Régional des Femmes,
Monsieur le Coordonnateur Afrique du CECI,
Madame la Présidente de la COCAFEM/GL,
Mesdames et messieurs,
Distingués invités tout protocole observé,

La 4^e Conférence régionale de la COCAFEM/GL sur la mise en œuvre de la feuille de route régionale sur la Déclaration de Kampala sur les VSBG et la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies vient de clore ses travaux après deux jours d'intenses discussions.

Permettez-moi de remercier et de féliciter encore une fois la COCAFEM/GL et ses partenaires, pour avoir pu réunir les délégués issus de 8 des 12 Etats qui composent la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs.

Chers participants et participantes,

Je vous félicite pour le travail accompli, car vous avez analysé et débattu sur les enjeux de la 3^e conférence de Kinshasa et vous avez pris des recommandations pertinentes ainsi que des résolutions qui devront être traduites en actes.

La feuille de route de la 4^e Conférence provenant de la synergie des acteurs, constitue un élément catalyseur pour le Secrétariat de la CIRGL et du Forum Régional des Femmes de la CIRGL, qui vont intensifier leur plaidoyer pour l'accélération de la domestication et la mise en application des instruments juridiques relatifs à la promotion et à la protection des droits de la femme et de l'enfant par les Etats membres, en particulier la Déclaration de Kampala, la Résolution 1325 et le Protocole de Maputo.

Les planifications nationales devraient tenir compte de la budgétisation sensible au genre et les Etats membres s'approprier la feuille de route qui va leur servir de guide dans la lutte au plan national.

Excellence Monsieur le Ministre,
Excellence Monsieur le Gouverneur de la province du Nord Kivu,
Distingués invités,

Ensemble conjuguons nos efforts afin de combattre ce fléau pour une Région des Grands Lacs pacifiée.

Je vous remercie.

5. Mot de la Représentante du Bureau de l'Envoyé Spécial Femme, Paix et Sécurité /Union Africaine

Your Excellency Minister of Human Right, Social Affairs and Gender of Burundi,
Your Excellency Governor of North Kivu Province,
The Representative of the ICGLR Executive Secretary
Mr. Representative of the DRC Minister of Gender, Child and Family
Madam President of COCAFEM/GL
Respected Government representatives from various countries, Civil Societies and Women's Groups
Distinguished participants
Ladies and gentlemen

At the onset, I want to express appreciation to COCAFEM/GL on behalf of the Special Envoy on Women Peace and Security of the African Union Commission, for the invitation to this very important meeting.

I would like to convey heartfelt greetings from Madam Bineta Diop, the Special Envoy, who congratulates COCAFEM/GL and the entire Great Lakes Community in championing the effective implementation and domestication of the regional and international agreements and instruments, in particular the Kampala Declaration on SGBV and the United Nations Security Council Resolution 1325. She is wishing you God's strength to continue reconciling and uniting the population in this region, and continue to learn from one another.

Excellencies

During the 25th AU Summit in June 2015, AU Heads of State and Government resolved to “*develop, implement, and report on National and Regional Action Plans on United Nations Security Council Resolution 1325 (UNSCR 1325) to accelerate the Women, Peace and Security Agenda*” in Africa. This is echoed by the resolve expressed by the Commission, member states and partners, during the PSC Open Session held in November 2015, celebrating the 15th Anniversary of UNSCR 1325, to firmly move from resolutions to actions, that will effectively promote women's rights on the continent in line with global, continental, regional and national frameworks for the participation of women at all decision-making levels, in peacekeeping and peacebuilding processes as well as the protection of women and children in Africa.

The Women, Peace, and Security Agenda has developed an elaborate architecture at global, continental, regional and national levels. This architecture comprises of a strong normative framework built around a basket of policy and legal instruments, starting from United Nations Security Council Resolution 1325 and subsequent resolutions, which has been embedded and developed further at continental and regional levels; implementation frameworks which include national and regional action plans on UNSCR 1325, as well as other WPS commitments; regional policy engagement platforms on WPS; and institutional programs, measures, and flagship initiatives.

The office of the Special Envoy is in the finalization process to complete the development of a Continental Results Framework for the monitoring implementation of WPS agenda in this continent. The framework has been formulated to complement and strengthen the Peace and security architecture by providing a monitoring, reporting, and accountability tool for performance on the WPS agenda.

In the process of developing the continental results framework, the OSE convened consultative meetings of AU Member States and Regional Economic Communities (RECs) that have developed Action Plans for the implementation of UNSCR 1325. The first report was launched during the AU 27th Summit held in Kigali, July 2016.

Excellencies,

Last week, on 16 February 2017, the African Union Peace and Security Council (AU PSC) held an Open debate on the role of women in protecting lives in challenging security environments in Africa. The objective of the session was to enhance partnerships between the Council, non-state actors, regional networks and international partners to better deliver on commitments on the Women, Peace and Security (WPS) Agenda in Africa; raise awareness about the specific roles and the added value women can bring to building and keeping peace.

Indeed, at regional and continental levels, Africa has been at the forefront of normative developments around WPS. A number of legislative and policy instruments subsequent to UNSCR 1325 have integrated its principles, but moved beyond it by addressing socioeconomic development as well as conventional security issues as part of the WPS agenda. There are regional particularities nonetheless, with the focus being different across regions. For instance, the Great Lakes has focused on prevention of sexual and gender based violence, whereas IGAD and SADC have emphasized participation in decision-making. Some regions have focused on policy frameworks, whereas the focus at the continental level has been putting in place instruments that engage the responsibility of member states. Africa has domesticated UNSCR 1325, and through the Solemn Declaration on Gender Equality in Africa (SDGEA) provided for reporting on its implementation. The large implementation gap in our view calls for us to now put a moratorium on policy formulation and refocus attention and energies on policy implementation and monitoring.

Excellencies

Ladies and Gentlemen,

As mentioned earlier, a number of strategic issues are taking place, but most importantly with the AU Peace and Security Council. Civil Society Organizations ought to take advantage of this to provide reports and information on progress while seeking accountability from our member states, but in an organized and systematic, strategic manner. We are happy that you are now part of the Gender is My Agenda (GIMAC), and you have that advantage too.

The Office of the Special Envoy is there for you and ready to work with you at all fronts.

It is our sincere believe that this meeting will enable the Great Lakes Region to make strides in monitoring progress in the area of ending Sexual violence against women and girls and the implementation of WPS agenda in this region. Women are change agents; there is no doubt that this is change in the making.

Before In conclude my remarks, allow me the opportunity to thank all those who have been working tirelessly to organize this regional conference and to reiterate the full support and readiness of the AU Office of the Special Envoy on Women, Peace and Security to work with you Organization to advance the right to peace for all women and children in the Great Lake Region.

I thank you very much for your attention.

6. Mot de son Excellence le Gouverneur de la Province Nord-Kivu/ RDC

Excellence Monsieur le Ministre des Droits de la Personne Humaine, des Affaires Sociales et du Genre de la République du Burundi,

Mesdames et Messieurs distingués invités en vos titres et qualités,

« Qui commence bien finit bien », dit-on.

Comme vous l'avez constaté, la synthèse (Communiqué final) telle que présentée brillamment par Madame Nadia Carine FORNEL POUTOU de la République Centrafricaine mérite encore une fois les applaudissements de la salle !

Je me souviens au moment de l'ouverture avoir partagé avec votre auguste assistance ma grande satisfaction vis-à-vis de la tenue de cette Conférence Régionale que j'ai jugé salutaire car les points saillants de la prise en charge holistique des victimes des violences sexuelles et basées sur le genre étaient au cœur des débats !

Je disais aussi à l'ouverture qu'il n'est pas toujours bon de suivre et de passer sur les sentiers battus mais qu'il fallait créer ses propres pistes sur lesquelles les autres passeront et, à mon avis, c'est ce que vous venez de faire. A la 5^{ème} conférence je pense, les autres prendront ces résultats auxquels vous êtes arrivés et ils auront les nerfs solides, tendus pour voir si la mise en œuvre a été réellement satisfaisante. Vous aurez donc tracé des pistes sur lesquelles les autres auront des nerfs solides.

Ce faisant, dois-je me réjouir du remarquable travail que vous venez d'abattre dans les différents panels parce que je considère et reste convaincu que les fructueux échanges d'expérience entre les différentes délégations de nos pays respectifs ont permis de présenter et de partager l'état des lieux de la mise en œuvre de la feuille de route régionale ressortie de la conférence précédente qui visait l'analyse et de la formulation des propositions concrètes et réalistes des 7 enjeux pertinents qui persistent dans la mise en œuvre de la Déclaration de Kampala sur les violences sexuelles et basées sur le genre et la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, dont vous venez d'élaborer et d'adopter une nouvelle feuille de route.

Ayant promis mon indéfectible soutien aux conclusions des présentes assises, et consécutivement à la politique du chef de l'Etat, visant l'amélioration du statut de la femme en République Démocratique du Congo, je ne ménagerai aucun effort pour inciter les différentes parties pendant la mise en œuvre de cette feuille de route régionale.

Excellence,
Mesdames, Messieurs,
Distingués invités,

Aussi dois-je réitérer mes remerciements à la Concertation des Collectifs des Associations Féminines de la région des Grands Lacs pour la mise en place pour ce cadre d'échange pour la capitalisation et la protection des droits de la femme et l'égalité entre les femmes et les hommes et la lutte contre les violences faites aux femmes dans les Grands Lacs, la participation politique de la femme dans la gouvernance et du renforcement du pouvoir économique de la femme.

Tout compte fait, je vous exhorte tous à la promulgation de la pertinente feuille de route adoptée ici, et souhaite à nos hôtes un bon retour dans leur pays respectifs.

Mais je ne veux pas terminer sans partager avec vous une citation que j'aime tant, c'est celle de l'écrivain Joël DICKER qui dit ceci : « Dans notre société, les hommes et les femmes qu'on admire le plus sont ceux qui bâtissent des ponts, des gratte-ciels et des empires. Mais en réalité, les plus fiers et les plus admirables sont ceux qui arrivent à bâtir et à tracer *comme vous* les voies de l'amour et de la paix. Car il n'est pas de plus grande et difficile entreprise»

Je vous remercie.

Son Excellence Julien PALUKU KAHONGYA

7. Discours de l'invité d'honneur pour la clôture de la 4^{ème} Conférence par le Ministre des Droits de la Personne Humaine, des Affaires sociales et du Genre du Burundi

Excellence Monsieur le Gouverneur de la Province du Nord-Kivu ;
Madame la Représentante du Bureau de l'Envoyée Spéciale de l'Union Africaine sur les questions de Femme, Paix et Sécurité

Madame la Représentante du Secrétaire Exécutif de la CIRGL ;

Madame la Représentante du Ministère du Genre de la Promotion de la Famille du RWANDA ;

Madame la Vice-Présidente du Forum Régional des Femmes;

Monsieur le Coordonnateur Afrique du CECI

Madame la Présidente de la COCAFEM/GL

Distingués délégués,

Mesdames, Messieurs ;

Tout protocole et titre observés.

Permettez-moi, avant toute chose de rendre grâce au Seigneur le Dieu Tout Puissant qui a permis que nous soyons réunis dans les enceintes de IHUSI Hotel et travaillions dans des conditions de parfaite entente. On l'aurait voulu sans le pouvoir.

Au nom du peuple du Burundi, son Gouvernement et à notre propre nom, l'honneur nous échoit de vous transmettre les salutations les plus sincères et les félicitations pour la préparation et la tenue de cette conférence ici dans la ville de Goma, qui a été pendant ces deux jours, un lieu de forts engagements en faveur de la mise en application de la Déclaration de Kampala et la Résolution 1325.

**Excellence Monsieur le Gouverneur ;
Auguste Assemblée ;**

Nous voici à la fin des travaux de la 4^{ème} Conférence Régionale sur le thème « *la mise en œuvre de la feuille de route régionale issue de la 3^{ème} conférence Régionale sur la Déclaration de Kampala sur les Violences Sexuelles et Basées sur le Genre et de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies* ».

Permettez-nous d'adresser nos sentiments de profondes gratitude au peuple congolais, et particulièrement à Son Excellence le Gouverneur de la province du Nord-Kivu, pour l'accueil chaleureux et l'hospitalité qui ont été réservés à toutes les délégations à cette conférence.

La lutte contre les Violences Sexuelles et Basées sur le Genre ainsi que la participation des femmes à la gouvernance politique et la consolidation de la paix constituent une priorité de tous les pays membres de la CIRGL, en témoigne la forte et pleine participation à cette conférence des acteurs de la promotion et l'intégration du genre dans toutes les stratégies de développement de nos différents pays.

Cette conférence nous a permis de nous connaître mutuellement et de tisser des relations d'amitié pour mener à bon port la lutte contre les Violences Sexuelles et Basées sur le Genre. Elle a été une occasion pour échanger les expériences et les bonnes pratiques de nos pays respectifs afin que les meilleures stratégies servent de modèle à tout le monde.

Comme on ne sort pas d'une parfumerie sans être parfumé, nous restons convaincus que personne ne rentre sans être impacté par les différentes séances de travail des deux jours. Nous avons eu l'occasion d'avoir la photographie de la situation réelle de la mise en œuvre des décisions et engagements pris dans les conférences antérieures.

Le constat est que des avancées significatives ont été enregistrées dans la mise en œuvre de la feuille de route de la 3^{ème} conférence régionale.

Toutefois, des défis à relever restent nombreux car la transformation de société est un travail de longue haleine et les droits ne sont jamais un met sur un plat d'or. Il s'agit du combat qui prend du temps mais gagnable.

C'est ainsi que des actions prioritaires pour surmonter les défis actuels viennent d'être adoptées, au travers de la feuille de route que nous venons de nous fixer.

Nous demandons à nos partenaires de nous accompagner dans sa mise en œuvre mais en sachant que la première responsabilité incombe à nous au niveau national.

Nous sommes conscients que les projets régionaux constituent un cadre privilégié pour l'enrichissent mutuels des acteurs de mise en œuvre, la consolidation de la paix et le développement de toute la région. C'est dans cette perspective que nous demandons au Gouvernement canadien, au travers du Représentant Afrique de la CECI, de contribuer à la pérennisation des acquis du projet PLUVIF qui a pris fin l'année passée en finançant un nouveau projet régional de lutte contre les VSBG.

**Excellence Monsieur le Gouverneur ;
Auguste Assemblée ;**

Les femmes doivent dépasser leurs différences ; politiques, religieuses, ethniques et sociales, pour organiser des consultations communautaires en vue de formuler l'agenda des femmes dans le processus de consolidation de la paix dans la région. Cet agenda permettra de mobiliser les moyens au niveau de la communauté régionale et internationale en vue de la faire valoir partout où il le faut.

Le rôle à donner à la femme dans les prises de décisions pour les affaires de la nation ne doit pas être une faveur mais un droit.

Des théories, des idéologies naissent et disparaissent dans ce monde en perpétuelle mutation. La promotion de la femme ne devrait pas être un jour un concept démodé.

Que les hommes le sachent, ils sont les grands bénéficiaires de l'Egalité des genres en Afrique. Les hommes, aujourd'hui nombreux à être les auteurs des VSBG, peuvent être les grands acteurs du changement si des programmes bien adaptés sont conduits en leur faveur.

Excellence Monsieur le Gouverneur ;
Auguste Assemblée ;

Les engagements que nous venons de prendre rentrent dans le cadre de la mise en œuvre des politiques et stratégies de nos Ministères sectoriels.

Pour cela, nous demandons aux délégations ici présentes de s'approprier de cette feuille de route afin qu'à la prochaine conférence un pas de géant soit réalisé dans sa mise en œuvre.

Faut-il le rappeler, une seule main n'applaudit pas. La complicité positive entre les structures étatiques et organisations de la société civile est fondamentale pour réussir le pari d'Egalité de genres. A un certain moment, chacune des parties a voulu faire une course de fonds ou le compétiteur n'a qu'un but ; qui est celui d'être premier. Dans le combat qui est le nôtre, le but est de gagner ensemble comme dans un match de football. Dans ce genre de match, les joueurs sont à onze et repartis en plusieurs postes mais ils partagent le nombre de buts à la fin. ***We play together and win together !***

Nous ne serions terminer notre discours sans encore une fois adresser nos sincères et franches félicitations à tous les participants pour l'engagement et le courage qui les ont caractérisés durant les deux jours de la conférence.

Nos vifs et sincères remerciements sont également adressés à la COCAFEM/GL pour son engagement en faveur de la promotion de l'égalité du genre, des droits des femmes, de la paix, de la sécurité et de la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles. Nous l'encourageons d'aller toujours de l'avant pour aider les femmes et les filles de la sous-région à recouvrer leur dignité et à vivre dans la paix et la sécurité. Nous lui demandons d'étendre ses interventions sur tous les pays membre de la CIRGL afin que notre sous-région recouvre la paix et la sécurité et s'attèle au développement durable.

Je serais ingrat si je termine sans remercier tous ceux qui se sont sacrifiés pour que les assises de cette conférence réussissent : journalistes, équipe logistique de l'Hôtel, les chauffeurs qui nous ont pris de l'Aéroport jusqu'à nos résidences et qui feront, sans nul doute, un même geste pour le retour. Aussi, à ceux qui faisaient le secrétariat, nous disons merci.

Aux différentes délégations, nous souhaitons bon retour dans leurs familles et plein succès dans la mise en œuvre de la présente feuille de route.

C'est sur ses mots de vœu et de remerciements que nous déclarons clos les travaux de la 4^{ème} Conférence Régionale sur le thème « *la mise en œuvre de la feuille de route régionale issue de la 3^{ème} conférence Régionale sur la Déclaration de Kampala sur les Violences Sexuelles et Basées sur le Genre et de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies* ».

Vive les femmes, piliers de la paix et du développement !

Vive la Coopération internationale !

Que Dieu vous Bénisse !

Je vous remercie !

Son Excellence Martin NIVYABANDI